



Les peuples autochtones déçus par la déclaration du Canada sur les changements climatiques prononcée aux Nations Unies

Pour diffusion immédiate

23 avril 2008

NATIONS UNIES, NY – La déclaration émise hier par le gouvernement du Canada à l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII) a beaucoup déçu les représentants autochtones qui assistaient à une session spéciale de l'UNPFII sur les changements climatiques, car selon Tom Goldtooth, directeur du Indigenous Environmental Network, « elle ne traite pas des droits, des besoins et des priorités des peuples autochtones en ce concerne de véritables solutions aux changements climatiques. »

On comptait parmi les autres groupes représentés : l'Assemblée des Premières Nations (APN), la Confédération des Premières Nations signataires du Traité n° 6, le Conseil international des traités indiens, l'Indigenous Network on the Environment and Trade, l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC) et le British Columbia First Nations Leadership Council.

« Cette déclaration démontre le peu d'intérêt du gouvernement à résorber les conséquences des changements climatiques ou à mettre fin à ces changements. Ils ont annoncé leur plan pour réduire de 20 % en 2020 les gaz à effet de serre de 2006, mais c'est bien trop peu, bien trop tard, et cela entraînera chez nos peuples un pillage encore plus vaste », a affirmé Ben Powless (Mohawk) du Indigenous Environmental Network.

Les conséquences actuelles des changements climatiques sur les communautés des Premières nations ont aussi été tues. Le grand chef Edward John (Carrier Sekani) du BC First Nations Leadership Council a déclaré : « Le Canada ignore les conséquences dévastatrices du dendroctone du pin sur les terres, les territoires et les ressources des Premières nations de la Colombie-Britannique. » « Le Canada a dit qu'il s'investissait avec nous dans le dossier des changements climatiques, nous faisons donc appel au Canada pour garantir que les peuples autochtones participent pleinement à toutes les discussions, initiatives et négociations ayant trait aux changements climatiques, et ce, tant à l'échelon national qu'à l'échelon international », a convenu le chef national de l'APN, Phil Fontaine.

L'approche unilatérale du Canada, qui consiste à traiter avec les peuples autochtones lorsque ceux-ci commencent à avoir des problèmes, semblait aussi assez évidente. « Le Canada est heureux d'investir de plus en plus d'argent dans des études nous concernant, analysant du même coup la façon dont nous nous adaptions aux changements climatiques, sans toutefois ne jamais régler à la source les nombreux problèmes environnementaux », a affirmé Beverley Jacobs, présidente de l'AFAC. « Ils nous disent maintenant qu'ils accordent énormément de crédibilité à nos connaissances traditionnelles, mais que jamais ils n'envisageraient de les mettre en application. Les mesures fédérales successives et incontrôlées entraîneront notre mort », a prévenu Arthur Manuel (Secwepmc) du Indigenous Network on the Environment and Trade.

Cette situation est survenue lorsque les participants autochtones qui assistaient à l'Instance ont exigé une stratégie vigoureuse. Une représentante de la Nation Kitchenuhmaykoosib Inninuwug a présenté une communication attestant que le chef dûment élu de sa communauté avait été emprisonné pour s'être opposé à l'exploitation d'une mine qui semblait destructrice pour leur communauté. Les représentants élus des communautés autochtones qui résident à proximité des sables bitumineux étaient aussi présents pour parler des pratiques nuisibles qui bouleversent leurs territoires.

Pour obtenir de plus amples informations, contactez :

Joshua Kirkey, Association des femmes autochtones du Canada : 613 722-3033, poste 231
Gina Cosentino, Assemblée des Premières nations : 613 241-6789, poste 356
Grand Chef Edward John : 778 772-8218
Arthur Manuel : 250 319-0688

-30-

L'Instance permanente sur les questions autochtones se réunit du 21 avril au 2 mai 2008 au siège social des Nations Unies à New York. Il s'agit de la 7^e session de l'Instance depuis sa création en 2002. Cette année, l'Instance a été déclarée ouverte par le président de la Bolivie Evo Morales. Pour en savoir plus, visitez <http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/fr/index.html>